

L'insolvabilité de la dette américaine

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 07 décembre 2017

source[Boulevard Voltaire]Derrière les mensonges médiatiques systématiques et continuels apparaît parfois d'une façon fugitive la vérité cachée.

Jeff Cox, journaliste de la chaîne américaine *CNBC*, rapporte dans une chronique du 29 novembre 2017 les propos tenus par Janet Yellen, présidente de la Federal Reserve, la banque centrale américaine.

Janet Yellen, qui d'habitude tient des propos lénifiants pour ne pas affoler les foules, s'est hasardée à sortir du bois, sachant qu'elle ne sera pas renouvelée dans son mandat qui expire bientôt. Janet Yellen a déclaré qu'elle s'inquiète de l'augmentation de la dette publique américaine, suite à la bataille en cours au Congrès sur la réforme fiscale de Trump ; le déficit public américain pourrait bien exploser.

Le Comité du Sénat a approuvé une proposition du parti républicain qui ferait chuter le taux d'imposition des sociétés tout comme l'impôt sur le revenu de nombreux Américains.

Alors que le déficit annuel du budget américain est déjà de 1.000 milliards de dollars par an, soit la moitié du PIB français, le coût supplémentaire de la réforme fiscale en cours serait de 1.500 milliards de dollars. La dette publique américaine s'élève aujourd'hui à 20.600 milliards de dollars et ne cesse d'augmenter.

Trump est persuadé que la baisse envisagée des impôts entraînera un surplus d'activité et, donc, des rentrées fiscales supplémentaires. Mais lors de sa demande au Congrès, il s'est trouvé obligé de demander l'avis officiel de Janet Yellen dans le cas où les objectifs économiques ne seraient pas atteints.

Janet Yellen, toujours très prudente d'habitude, a tenu pour une fois les propos suivants, un peu moins mi-figue mi-raisin : « *Je dis simplement que je m'inquiète de la fiabilité de la trajectoire de la dette américaine. Notre ratio dette/PIB d'environ seulement 75 %* » (le ratio est en fait de 100 %, mais Yellen considère, pour des raisons techniques inexpliquées, qu'un quart des dettes ne sont pas dues par le contribuable américain) « *n'est pas effrayant, mais ce n'est pas non plus bas. C'est le genre de choses qui devrait donner des insomnies aux gens.* »

Bref, Janet Yellen reconnaît officiellement que le clignotant de la dette publique américaine est au rouge.

Pendant sept ans, de décembre 2008 à 2015, la Fed a maintenu le taux d'intérêt directeur à des niveaux proches de zéro, ce qui a encouragé le gouvernement américain à s'endetter. Durant cette période, le financement des déficits publics successifs a fait augmenter la dette publique américaine de 77 %.

Qu'a fait Yellen pendant sa présidence ? Rien de drastique et de salutaire. Elle a seulement relevé très légèrement à quatre reprises le taux directeur toujours aussi ridiculement bas en valeur absolue, et a mis fin au gonflement ininterrompu de la taille du bilan de la Federal Reserve, aujourd'hui de 4.500 milliards de dollars, sans le diminuer véritablement.

Durant son témoignage au Congrès, Yellen a émis un vœu pieux (« *wishful thinking* ») en repassant la patate chaude à son successeur, à savoir qu'il devrait poursuivre le relèvement des taux, en espérant qu'ils seront sans impact sur la croissance américaine. Or, comme chacun sait, le relèvement nécessaire des taux, d'une façon substantielle pour faire cesser l'endettement sans fin et souvent économiquement non justifié, pourrait entraîner un krach obligataire et l'éclatement de la bulle boursière à Wall Street.

Il faut savoir que le prix d'une obligation ancienne est inversement proportionnel à l'augmentation des nouveaux taux d'intérêt. Le simple passage des taux d'intérêt américains de 1,5 % à un niveau normal de 6 % entraînerait un krach obligataire et la chute de la valeur des obligations américaines de 75 %.

La morale de l'histoire, c'est que derrière les mensonges médiatiques systématiques et continuels apparaît parfois d'une façon fugitive la vérité cachée. Trop de clignotants sont au rouge partout dans le monde. Ceux qui vendent actuellement leurs bitcoins, leurs actions et leurs obligations, et achètent de l'or physique et des biens réels, ont peu à perdre et beaucoup à gagner.